



DECLARATION CGT SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI

CCE du 16 mars 2016

Comme les années précédentes depuis l'arrivée de Vinci, 2015 est une nouvelle année de réduction sévère des effectifs sur ASF : 145 emplois détruits. Par ailleurs, dans le même sens, l'année 2016 débute tout aussi mal avec 62 emplois déjà démantelés à la fin février.

VINCI-Autoroutes va-t-il exterminer l'intégralité de nos emplois aux ASF ?

En tous cas, l'annonce du PDG de VINCI-Autoroutes d'« intensifier encore sa politique de réduction des effectifs aux ASF » contrecarrant les allégations de son DG ASF est bien confirmée. Outre les non remplacements des départs naturels, les licenciements organisés, les démissions pour « donner une autre voie à leurs carrières par un projet personnel » et les ruptures conventionnelles, sans quasiment aucun remplacement sur les postes, continuent à « agrémenter » nos bilans sociaux, malgré les quelques 17 millions d'€ de CICE dont a bénéficié ASF sur les trois derniers exercices.

Cette politique constante d'éradication de nos postes de travail a les conséquences que l'on sait sur les conditions de travail, ce qui entraîne de graves risques pour la santé physique et psychologique des salariés restants.

A ceci s'ajoute les réorganisations, pour ne pas dire les désorganisations des services et des temps de travail, qui conduisent la direction à aller jusqu'à remettre en cause les contrats de travail des salariés et les conventions collectives internes à l'entreprise. La direction impose désormais aux salariés des tâches et des missions qui ne sont pas dans leurs attributions.

Ces outrances découlent directement ou parfois indirectement de la désertification des péages, mais pas seulement. En effet, ce sont maintenant les postes d'autres services que ceux du péage qui sont quotidiennement menacés sous prétexte de « modernisation », « d'évolution » ou autres « besoins de service ».

Quel paradoxe entre cette politique ultralibérale par laquelle VINCI détruit des centaines d'emplois, et le projet de loi travail qui tente de nous faire croire que les entreprises embaucheraient plus facilement demain, si la souplesse des licenciements et l'indulgence sur les licenciements abusifs leur étaient accordées.

Préférer détruire l'emploi plutôt que de participer à le relancer, dans un pays où le chômage est à un niveau jamais atteint, est une véritable honte. Ce n'est certainement pas de cette façon que l'image des sociétés d'autoroutes, déjà bien écornée par ailleurs, pourra être améliorée.